

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 22/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**MICHEL**

150 rue de Pfastatt  
68260 Kingersheim

Références : Références : 0006703775\_2023\_06\_26\_MICHEL\_Cernay\_VIPPC  
Code AIOT : 0006703775

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2023 dans l'établissement MICHEL implanté LEMBENTASCHEN ZERC3 68700 Cernay. L'inspection a été annoncée le 23/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MICHEL
- LEMBENTASCHEN ZERC3 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006703775
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MICHEL SAS exploite à Cernay une carrière de type alluvionnaire. L'exploitation se fait en eau à l'aide d'une dragline.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Pompage de la nappe phréatique
- Entretien des séparateurs hydrocarbures
- Surveillance de la qualité des eaux souterraines
- Moyens de lutte contre l'incendie
- Formation du personnel

- Dispositions de remise en état
- Suivi écologique
- Surveillance des eaux pluviales
- Banquettes périphériques de protection
- Émissions de poussières

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 28-2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 29 alinéas 1 et 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 29 alinéa 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Dispositions de remise en état	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 30 modifié	/	Mise en demeure, respect de prescription	7 mois
7	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 30	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 23-2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Banquettes périphérique de protection	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
10	Émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 24	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Pompage de la nappe phréatique	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 13	/	Sans objet
2	Entretien des séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 23-2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a mis en évidence des non-conformités (sur 10 points de contrôles, 8 présentent une situation non conformes).

En conséquence, il est proposé une mise en demeure pour les prescriptions concernées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Pompage de la nappe phréatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 13 de l'arrêté préfectoral du 16/02/2006 modifié par l'article 8 de l'arrêté complémentaire du 08/12/2020  [...] pour l'activité de lavage des matériaux au niveau de l'installation de 1er traitement de matériaux citée à l'article 1er du présent arrêté d'autorisation d'exploiter le site de carrière de Cernay, l'exploitant est autorisé à pomper dans les eaux souterraines : — au droit d'un pompage positionné sur le périmètre autorisé par le présent arrêté, — où dans le plan d'eau général dans lequel se situe le site de la carrière défini à l'article 3 du présent arrêté mais à proximité immédiate des limites de ce site de carrière autorisé, sous réserve de l'accord écrit du propriétaire des terrains concernés par le point de pompage, à un débit de 300 m <sup>3</sup> /h, conformément aux prescriptions de l'article 22 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare avoir installé un compteur quelques jours avant la visite d'inspection, auparavant le débit journalier prélevé n'était pas quantifié. La plaque de spécifications techniques de la pompe porte la mention de 150 m <sup>3</sup> /h.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Entretien des séparateurs d'hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 23-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets d'eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 23-2 de l'arrêté préfectoral du 16/02/2006 complété par l'article 14 de l'arrêté complémentaire du 08/12/2020  S'agissant du/des décanteur(s)-séparateur(s) d'hydrocarbures : <ul style="list-style-type: none"><li>- il(s) est(sont) nettoyé(s) aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an,</li><li>- l'entretien est tracé sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées ; les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur et les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont annexés au registre,</li><li>- les liquides, boues et matériaux récupérés lors des opérations d'entretien de ces ouvrages de traitement sont considérés comme des déchets et doivent être éliminés dans le respect des prescriptions de l'article 25 «déchets» de l'arrêté d'autorisation d'exploiter.</li></ul>
<b>Constats :</b> Il est présenté à l'inspection un registre de suivi des séparateurs / décanteurs à hydrocarbures. Il existe deux types d'entretien, l'écémage (on retire les hydrocarbures qui flottent à la surface du déshuileur), réalisé une fois par an et le curage (on retire les boues du fond du décanteur), opération réalisée plusieurs fois par an. Il est également fourni par l'exploitant un bordereau de suivi des déchets, confirmant la prise en charge des liquides et boues récupérés lors de ces opérations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 28-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 28.2 de l'arrêté préfectoral du 16/02/2006 modifié par l'article 17 de l'arrêté complémentaire du 08/12/2020  28-2-1 L'exploitant assure, en aval et en amont de sa carrière et de ses installations, une surveillance de la qualité des eaux souterraines.  [...]  28-2-5 [...] Les résultats d'analyse doivent faire apparaître la conformité des résultats par rapport aux valeurs de référence eaux brutes pour l'eau potable. Les résultats de surveillance sont accompagnés d'un plan de localisation des ouvrages surveillés et du tracé des courbes isopièze.  28-2-6 L'exploitant tient à jour un état récapitulatif du comparatif Amont/Aval de la teneur en chlorures et sulfates des eaux souterraines. En cas de dégradation il en informe le préfet.» <b>Constats :</b> Il est présenté par l'exploitant des tableaux de suivi amont / aval pour les chlorures et pour les sulfates.  Pour les autres paramètres, les résultats sont reportés dans un tableau mais ils ne sont pas interprétés (par exemple évolutions dans le temps entre les mesures pratiquées et entre amont et aval du site), et leur conformité par rapport aux valeurs de référence des eaux brutes n'est pas précisée.  La situation n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral.  L'exploitant a également été en mesure de fournir les courbes izopièzes, les fiches de prélèvement dans les piézomètres ainsi que les résultats des analyses pratiquées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 29 alinéas 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 29 - lutte contre l'incendie  L'installation de 1er traitement, ainsi que les engins d'exploitation et les véhicules circulant dans l'enceinte de la carrière sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.  Au niveau de la distribution/ravitaillement en carburant, et à proximité des stockages, les installations doivent disposer d'au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 extincteur homologué 233 B pour l'îlot de distribution,</li><li>• 1 extincteur homologué 233 B pour le local technique,</li><li>• 1 extincteur homologué pour le tableau électrique,</li><li>• le nombre nécessaire d'extincteurs homologués NF M.I.H. 55 B au niveau du stockage de liquides inflammables,</li><li>• 1 bac de 100 litres d'agent fixant, neutralisant, absorbant, avec pelle et couvercle, à proximité des stockages, à proximité de la bouche de dépotage de carburant, et au niveau de l'aire de distribution,</li><li>• une couverture spéciale anti-feu, à proximité de l'aire de distribution.</li></ul>
<b>Constats :</b> Il est fourni à l'inspection le rapport de visite de conformité daté du 13/06/2023, réalisé par le prestataire de protection incendie pour les extincteurs. Lors de la visite sur site, l'inspection constate l'absence de certains matériels : <ul style="list-style-type: none"><li>• 1 bac de 100 litres d'agent fixant, neutralisant, absorbant, avec pelle et couvercle, à proximité des stockages, à proximité de la bouche de dépotage de carburant, et au niveau de l'aire de distribution,</li><li>• une couverture spéciale anti-feu, à proximité de l'aire de distribution. La situation n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 29 alinéa 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les agents doivent être initiés à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie, et entraînés périodiquement à cette lutte. L'exploitant doit pouvoir justifier de cette formation. [...]
<b>Constats :</b> Il est présenté à l'inspection une attestation de formation aux moyens de lutte contre l'incendie pour une seule des deux personnes travaillant sur le site de Cernay. Ces dispositions ne sont donc pas conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Dispositions de remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 30 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Échéancier particulier de réalisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 30 de l'arrêté préfectoral du 16/02/2006 modifié par l'article 19 de l'arrêté complémentaire du 08/12/2020 :  [...] Échéancier particulier de réalisation L'espace de hauts-fonds en partie Nord de la presqu'île Est et le cortège de mares pour batraciens associé : au plus tard le 30 décembre 2020 La zone de hauts-fonds en partie Nord de la presqu'île Ouest : au plus tard le 30 décembre 2020 La zone de hauts-fonds en partie Sud de la presqu'île Est et le cortège de mares pour batraciens associé : au plus tard le 30 décembre 2022 Les dépressions propices au Crapaud calamite en berge Est : au plus tard le 30 décembre 2022
<b>Constats :</b> L'inspection constate que : - l'espace de hauts-fonds en partie Nord de la presqu'île Est et le cortège de mares pour batraciens associé, prévu au plus tard le 30 décembre 2020, n'as pas été réalisé ; l'exploitant déclare qu'il envisage de le réaliser au cours de l'hiver 2023/2024. - La zone de hauts-fonds en partie Nord de la presqu'île Ouest, prévue au plus tard le 30 décembre 2020 est en place d'après l'exploitant, mais elle n'apparaît pas sur le plan d'exploitation. De plus l'exploitant ne dispose d'aucun profil permettant de justifier le caractère adapté des pentes et des cotes mises en œuvre. Lors du contrôle, seul un îlot de quelques mètres carrés était hors d'eau. - La zone de hauts-fonds en partie Sud de la presqu'île Est et le cortège de mares pour batraciens associé, prévus au plus tard le 30 décembre 2022 n'ont pas été réalisés. - Les dépressions propices au Crapaud calamite en berge Est, prévus au plus tard le 30 décembre 2022 n'ont pas été réalisés. Ces retards sur un ensemble important de dispositions de remise en état constituent des non-conformités.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 7 mois



## N° 7 : Suivi écologique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 30
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi écologique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 30 de l'arrêté préfectoral du 16/02/2006 modifié par l'article 20 de l'arrêté complémentaire du 08/12/2020 :  [...] « Suivi écologique : l'exploitant instaure un suivi écologique s'agissant des aménagements réalisés pour le développement des batraciens avec un spécialiste de son choix et selon le phasage de réalisation des aménagements ; à cet effet et après concertation avec un spécialiste dans le domaine du suivi des batraciens il propose au préfet dans un délai de 6 mois un échéancier de visites. Ces visites doivent donner lieu à un compte rendu de visite transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 décembre de l'année de la visite. ».
<b>Constats :</b> Il est constaté par l'inspection que l'exploitant ne réalise pas de suivi écologique du site de Cernay. L'exploitant déclare cependant avoir effectué des demandes de devis pour la prochaine saison, lorsque les aménagements de remise en état seront en place. La situation n'est pas conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 8 : Surveillance des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 23-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales de ruissellement de l'aire de dépotage/ distribution de carburant seront drainées et dirigées vers un dispositif de traitement du type décanteur/déshuileur, adapté à la pluviométrie, équipé d'un dispositif à obturation automatique, avant d'être infiltrées au droit du site.  Ces eaux pluviales sont infiltrées en respectant les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• matières en suspension totales (MEST), concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90-105)</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b> Il est constaté par l'inspection des dépassement sur GIDAF des Matières En Suspension (MES) en 2023 et 2022, déjà constatés en 2019. Pour 2023, concernant le rapport transmis le 04/05/2023, la valeur est de 120 mg/l au lieu des 35 mg/l autorisés. L'exploitant a procédé à un nettoyage du séparateur à hydrocarbures, ainsi que de la zone de travail. De plus, l'exploitant a engagé des démarches pour effectuer des contrôles mensuels afin de vérifier l'efficacité des mesures prises ; un contrôle est prévu au mois de juin. Au moment de la visite d'inspection, la situation du contrôle des eaux pluviales n'est pas conforme.
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera à transmettre pendant trois mois les relevés des mesures faits mensuellement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Banquettes périphérique de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Banquettes périphérique de protection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 9 de l'arrêté préfectoral du 16/02/2006 modifié par l'article 7 de l'arrêté complémentaire du 08/12/2020  « Au plus tard le 31 janvier 2021, la partie Nord de la banquette périphérique de protection en bordure Est de la carrière aura été reconstituée pour une largeur de 10 mètres entre les points G2 et H2 dont il est fait état à l'article 3 »
<b>Constats :</b> L'inspection constate sur site que les travaux de reconstitution de la banquette périphérique de protection ne sont pas terminés, ce qui constitue une non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 10 : Émissions de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2006, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emission de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection a assisté au chargement d'une remorque au niveau du poste de chargement de Graves Reconstituées Humides (GRH). Au moment du déversement de la trémie dans la remorque, il y a eu un fort dégagement de poussières, que le vent a disséminées sur le site et chez l'entreprise voisine. Le système de chargement n'est équipé d'aucune protection ou système permettant de limiter les envols de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### 2-4) Constats hors points de contrôle

Au cours de la visite, il a été constaté la présence de Renouée du Japon dans le secteur Nord-est de la carrière.

S'agissant d'une espèce exotique envahissante, l'exploitant est invité à assurer un traitement adapté afin de limiter le développement de cette espèce sur le site.

Divers guides précisent les modalités de traitement (UNPG : Gestion des espèces exotiques envahissantes en carrière (2021), UICN : <https://uicn.fr/un-guide-sur-la-gestion-especes-exotiques/>).